



Des zones publiques à défendre !

Depuis le début de cette semaine, la presse et les directions d'entreprises révèlent que les secteurs privés s'apprêtent à s'accaparer des espaces publics tels que la gare du nord et l'Hôtel-Dieu.

Au-delà de ces deux lieux très importants, c'est à une large expropriation des citoyens et du patrimoine national à laquelle nous assistons depuis plusieurs années à Paris, pour le plus grand bénéfice des grands groupes capitalistes.

Réforme ferroviaire, restructuration de l'hôpital public, Jeux Olympiques 2024,... toutes les occasions sont bonnes pour que les secteurs marchands s'approprient le bien public. Leur but n'est pas de répondre aux besoins des parisiens, des franciliens, mais de se saisir des espaces publics pour les utiliser à des fins lucratives et spéculatives au nom de la sacrosainte propriété privée.

De quel droit Guillaume Pépy, Anne Hidalgo et Martin Hirsch se permettent-ils de céder au privé des lieux consacrés au service public ? Les propriétaires d'usage que nous sommes ont-ils été consultés ?

A-t-on besoin d'énormes centres commerciaux dans nos gares parisiennes ? Les conditions de travail y sont difficiles. Les vendeurs dans les boutiques en tout genre y sont soumis à d'inutiles ouvertures du dimanche, doivent payer pour aller aux toilettes qui appartiennent au propriétaire qui loue et sous-traite. Les sous-sols sont réservés aux parkings payant.... Chaque m² doit rapporter. Des vigiles renseignent comme ils peuvent les voyageurs mais sont surtout là pour protéger la nouvelle propriété privée. Des automates remplacent les vendeurs de billets. Les postes d'aiguillages ou de maintenance avec des cheminots indispensables au bon fonctionnement des gares sont à présent supprimés ou éloignés pour laisser la place aux commerces.

Les Mulliez, propriétaires du groupe Auchan, sont décidément insatiables : en plus du grand projet inutile Europa City qui défigurerait le triangle de Gonesse, ils s'attaquent à la gare du nord !

Les hôpitaux font aussi l'objet de la spéculation immobilière. Là aussi, une des dernières idées de nos pouvoirs publics est de transformer l'Hôtel Dieu en temple du commerce alors que les besoins hospitaliers de Paris sont en hausse. Une boutique de vêtements, de souvenirs pour touristes ou autres services express remplaceront elles des chambres d'hôpitaux en cas de plan d'urgence ?

L'Union Départementale CGT de Paris refuse les raisons avancées par des élus ou des PDG mandatés par les pouvoirs publics pour brader les terrains et immeubles à des opérateurs privés, au nom de la dette ou de l'austérité. Cette politique s'apparente plus à de la connivence avec les groupes capitalistes qu'à de la prise en compte de l'intérêt général. Avec les salariés et les usagers, la CGT Paris continuera de lutter contre ces expropriations. Car il s'agit au final de garder et de développer des services publics de proximité, rendus par des personnels dont les statuts garantissent l'égalité d'accès à toutes et tous.

Paris le 12 juillet 2018